



Dr. Olivier Buirette

## Automne 2017 : les Balkans sont-ils de nouveau la zone de tous les dangers ?

En cette fin d'année, nous nous dirigeons vers la fin du centenaire de la guerre de 1914-1918 qui avait débuté le 28 juin 1914 avec l'assassinat de l'héritier du trône de l'Empire austro-hongrois, François Ferdinand, à Sarajevo (capitale de la Bosnie-Herzégovine) par un extrémiste serbe. Mais voilà que, de nouveau, les Balkans en cette fin d'année 2017 apparaissent comme une zone d'incertitudes et de conflits potentiels. Depuis 1914, la région dite des « Balkans de l'Ouest » aura connu une histoire fort agitée et dramatique avec la création, le 1<sup>er</sup> décembre 1918, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes qui deviendra, le 3 octobre 1929, le Royaume de Yougoslavie pour devenir après la Seconde Guerre mondiale, le 2 décembre 1945, la République fédérale de Yougoslavie ; un État non aligné durant la guerre froide et dirigé par le Maréchal Tito jusqu'en 1980. Puis la Yougoslavie entrera dans une crise existentielle grave menant à une guerre civile de dix ans (de 1991 à 2001) faisant plus de 150 000 morts - civils et militaires confondus - et laissant des marques encore visibles aujourd'hui ainsi que de

nombreux problèmes non réglés encore à ce jour comme la question du Kosovo. Nous pourrions nous demander pourquoi cette région de l'Europe est ainsi constamment troublée, pourquoi l'image qu'en a l'imagination populaire est celle d'une poudrière ? N'appelons-nous pas aussi les Balkans de l'Ouest « la poudrière des Balkans » ?

Cela est dû à une histoire régionale vieille de presque 2.000 ans qui a vu cette région successivement occupée par l'Empire chrétien romain, puis par l'Empire byzantin et enfin, jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, par l'Empire ottoman. De cette succession d'influences devait naître un mélange d'ethnies et de religions différentes mêlant ainsi catholiques, orthodoxes et musulmans ; le tout s'entremêlant avec des nationalités aussi diverses que celles des Slovènes, des Croates, des Serbes, des Monténégrins, des Albanais et des Macédoniens pour les principaux pays de la région.

Le XX<sup>e</sup> siècle avait pu sous deux formes politiques supranationales - Le Royaume de Yougoslavie puis la Yougoslavie titiste - maintenir une harmonie entre ces diffé-

rentes religions et ces différents peuples. Avec la chute du mur de Berlin en 1989 et la fin du communisme en Europe, cette structure, sous la pression d'une volonté indépendantiste, devait voler en éclats et les haines ancestrales entre les peuples resurgir.

L'image que nous avons de cette région est donc de nouveau celle d'une zone instable. Les années qui suivront la guerre seront marquées par une stabilisation de la région avec, de nouveau, l'intégration des États de la région dans une structure supranationale. Cela sera l'entrée de la Slovénie en 2004 dans l'Union européenne (UE) puis de la Croatie en 2013 qui sera le dernier pays à entrer dans l'UE. Une dynamique régionale est depuis à l'œuvre avec plusieurs pays qui sont candidats à l'intégration européenne.

Tout cela renverrait l'image positive d'une région tournée vers un futur stabilisateur si, entre temps, la grande crise économique et financière de 2008 n'avait réveillé les nationalismes dans la région. De même, le retour de la puissance russe associé à un affaiblissement de l'UE à la

suite de la crise de 2008, mais aussi à une nouvelle présidence américaine avec l'élection de Donald Trump - dont la diplomatie bouscule les habitudes de ces 20 dernières années - ont fait naître de nouveaux problèmes en créant des zones grises ou mal contrôlées qui permettent à des foyers de radicalisme islamiques de se développer, constituant ainsi un vivier alimentant les rangs des combattants islamistes en Syrie et fournissant des renforts à la défense de Daech au Proche-Orient. On rappellera ici que le risque est bien réel, car dans cette autre région de tensions qu'est le Caucase, nous avons le cas de la Tchétchénie qui fournit depuis un certain temps un impressionnant contingent de combattants islamiques à Daech.

En définitive, les Balkans en cette fin d'année 2017 restent un foyer de déstabilisation majeur. Nous ne pouvons qu'espérer que la récente relance européenne menée depuis le printemps 2017 puisse renforcer la stabilité d'une région qui, si rien n'est fait, pourrait rapidement redevenir un foyer de risques en Europe aux conséquences incalculables.

## Azerbaïdjan : Entre caviar et droits de l'Homme, le cœur balance

*De Londres à Bruxelles, en passant par Strasbourg, le Luxembourg, Rome et Paris, le caviar d'Azerbaïdjan coule à flots. L'or noir est un outil puissant utilisé par Bakou pour endormir les responsables politiques. Qu'ils soient américains ou européens, leurs yeux se ferment et leurs langues s'apaisent lorsqu'il est question des intérêts du clan du président Ilham Aliiev, au pouvoir depuis une quinzaine d'années, et des droits de l'Homme dans le pays.*

Le clientélisme existe depuis la nuit des temps et les responsables politiques n'en sont pas à l'abri, bien au contraire. Déjà en janvier 2013, l'expression « Diplomatie du caviar » faisait son entrée dans les coulisses du pouvoir européen tandis que l'Azerbaïdjan rentrait dans le top 10 des plus influents lobbystes à Washington.

Mis à jour en 2012 avec un rapport de l'ONG *European Stability Initiative* (ESI), mais surtout avec le scandale qui a éclaboussé Luca Volonté, chef du Parti populaire européen au Conseil de l'Europe soupçonné de corruption et de blanchiment d'argent, la diplomatie du caviar se révélait être un puissant levier pour le clan d'Ilham Aliiev qui s'assurait - et continue à s'assurer - à coup de livraisons de ce mets de la Caspienne, mais aussi de chantages et de divers pots-de-vin - y compris par l'entremise de déplacements tous frais payés dans le plus grand luxe dans la capitale azéri -, des votes en sa faveur notamment au Conseil de l'Europe, censé défendre les droits de l'Homme.

On en sait aujourd'hui un peu plus sur la façon dont Bakou s'offre l'amitié des puissants de ce monde grâce à une enquête intitulée « *Laundry Project* » menée par le *Monde* ainsi que par dix autres publications européennes dont l'*Organized Crime and Corruption Reporting Project* (OCCRP), la *Süddeutsche Zeitung*,

le *Guardian* et le *Berlingske*. En effet, cette enquête conjointe a dévoilé une nouvelle stratégie de cette diplomatie agressive qui s'illustre notamment par un vaste réseau de blanchiment de fonds on ne peut plus opaque et sophistiqué permettant, via les comptes bancaires de quatre sociétés domiciliées en Grande-Bretagne, de financer le régime azéri et de s'offrir des amitiés utiles à Bakou notamment celles de l'Allemand Eduard Lintner et de l'Italien Luca Volonté, deux anciennes figures de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, ou encore celle de Kalin Mitrev, mari de l'actuelle directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova. Tous font partie de ceux qui ont bénéficié de 2,5 milliards d'euros provenant des caisses azéries...

Des petits cadeaux qui sont bien utiles à cette République du Caucase riche en pétrole, mais surtout à la puissante famille Aliiev pour servir leurs intérêts. On comprend désormais mieux comment Bakou s'est offert les premiers

Jeux européens ou pourquoi ce pays n'hésite pas longtemps avant d'envoyer ses pétrodollars pour la restauration et la protection du patrimoine français.



L'Azerbaïdjan s'offre par ce système de nombreux soutiens sur la question du conflit territorial avec l'Arménie qui dure depuis vingt-cinq ans. Aucune surprise donc si par delà les frontières l'on commémore les incidents de Khojaly. Les dirigeants européens semblent si avides qu'ils en oublient leurs principes et l'importance des droits de la personne.

Si en Azerbaïdjan toute opposition est violemment réprimée et les arrestations arbitraires sont légion, la voix des journalistes, des opposants politiques et des militants des droits de la personne semble peser bien peu dans la balance face au caviar de Bakou. En 2013, après avoir rendu officiel l'existence des prisonniers politiques en Azerbaïdjan, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe refusait d'adopter le rapport Strasser sur les prisonniers politiques du pays alors que son hémicycle était rempli de personnes luttant pour la sauvegarde des droits de l'Homme ainsi que l'État de droit et bien au fait de la situation en Azerbaïdjan. Et pour cause, des contrats juteux pesaient dans la ba-



Ilham Aliiev

lance et finirent par se concrétiser avec l'autorisation de la Commission européenne du lancement du Trans Adriatic Pipeline, un projet de pipeline on ne peut plus juteux.

Aujourd'hui, les rapports accablants de Human Rights Watch ou d'Amnesty International sur l'Azerbaïdjan ne trouvent aucun écho. Pourtant, la situation est grave dans ce qui est devenu une prison à ciel ouvert. Les organisations de défense des droits de l'Homme doivent cesser leurs activités sous peine de représailles, toute forme d'opposition est muselée - il ne faudrait pas que les affaires de corruption de la famille présidentielle s'ébruient -, les prisonniers d'opinion sont légion - et servent de monnaie d'échange - tout comme les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, la torture et les mauvais traitements. La politique d'influence azérie fonctionne, la corruption va bon train. Aujourd'hui, ceux qui se targuent de défendre les valeurs européennes, la Convention européenne des droits de l'Homme, ou encore la Déclaration universelle des droits de l'Homme ferment les yeux tandis que bouches et poches sont pleines à craquer.

\* Camille Saulas